

Exemplaire Greffe

St reamW IDE

Exercice clos le 31 decembre 2017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolides

mNST & YOUNG et Autres



StreamWIDE

Exercice clos le 31 decembre 2017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolides

A l'Assemblee Generale de la societe StreamWIDE,

Opinion

En execution de la mission qui nous a ete confiee par votre assemblee generale, nous avons effectue l'audit des comptes consolides de la societe StreamWIDE relatifs à l'exercice clos le 31 decembre 2017, tels qu'ils sont joints au present rapport.

Nous certifions que les comptes consolides sont, au regard du referentiel IFRS tel qu'adopte dans l'Union europeenne, reguliers et sinceres et donnent une image fidele du resultat des operations de l'exercice ecoule ainsi que de la situation financiere et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitue par les personnes et entites comprises dans la consolidation_

Fondement de l'opinion

Referentiel d'audit

Nous avons effectue notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France . Nous estimons que les elements que nous avons collectes sont suffisants et appropries pour fonder notre opinion.

Les responsabilites qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquees dans la partie « Responsabilites du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolides » du present rapport.

Independance

Nous avons realise notre mission d'audit dans le respect des regles d'indpendance qui nous sont applicables, sur la periode du 1^{er} janvier 2017 à la date d'emission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de deontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note 4.3 de l'annexe des comptes consolidés décrit le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires en fonction des différents types de revenus. Nos travaux ont consisté à valider, sur la base de tests, le bien-fondé et la correcte application des méthodes mentionnées.

La note 4.5 de l'annexe des comptes consolidés décrit les principes de comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné le bien-fondé de la méthode comptable utilisée et sa correcte application.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la Loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumule, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

ii identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

ii prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

ii apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

ii apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, ii attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ii formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

ii apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Defense, le 27 avril 2018

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Jean-Christophe Pernet', written over a faint, light-colored signature line.

Jean-Christophe Pernet

• Comptes de résultat consolidés des exercices des 31 décembre 2017
et 31 décembre 2016

en K €	31-dec-17	31-dec;16	Note
Licences	1 326	3 730	
Maintenance	3 774	3 802	
Prestations de services	644	1 293	
Ventes tiers	10	757	
Chiffre d'affaires	5 754	9 582	7.1
Achats et variations de stocks	-4	-565	7.3
Charges externes	-2 326	-2 621	7.3
Impôts et taxes	-53	-115	
Charges de personnel	-3 741	-3 270	7.2
Dotations aux amortissements	-2 524	-3 108	7.4
Dotations nettes aux provisions	-54	-15	
Autres produits d'exploitation	651	790	7.5
Résultat opérationnel courant	-2 296	680	
Autres produits opérationnels	-		
Autres charges opérationnelles	-113	-81	7.5
Résultat opérationnel	-2 409	599	
Produits de trésorerie et d'équivalents	12	6	
Coût financier Brut	-57	-64	
Coût financier Net	-46	-59	7.6
Autres produits financiers	40	189	7.6
Autres charges financières	-474	-109	7.6
Charges/ Produits d'impôts	80	-18	7.7
Résultat net des activités poursuivies	-2 810	603	
Resultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net	-2 810	603	
Part du Groupe	-2 810	603	
Intérêts ne conférant pas le contrôle			
Resultat de base par action	-0,91	0,20	7.8
Resultat dilué par action	-0,91	0,20	7.8

• Situations financières consolidées aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016

EnK	31-d c-17	31-dic-1.6	<i>Note</i>
Immobilisations incorporelles	6489	6 441	8.1
Immobilisations corporelles	317	369	8.2
Autres actifs financiers	341	362	8.3
Actifs d'impôts différés	135	46	8.4
ACTIFS NON COURANTS	7 281	7 218	
Créances clients	3 571	6 327	8.5
Autres débiteurs	660	687	8.5
Autres actifs fiscaux	1404	1538	8.5
Tresorerie et équivalents de trésorerie	4 511	6465	8.6
ACTIFS COURANTS	10145	15 017	
TOTAL ACTIFS	17427	22235	
Capital	303	303	
Primes	8 503	8 502	
Reserves consolidées	5 866	5 267	
Titres auto détenus	-486	-153	
Resultat net partdu Groupe	-2 810	603	
Interets ne conferant pas le controle	-		
CAPITAUX PROPRES	11376	14 522	8.7
Passifs financiers	-	1657	8.8
Provisions non courantes	203	168	8.9
Produits fiscaux différés	1140	1149	8.10
Passifs d'impôts différés	0	81	8.10
PASSIFS NON COURANTS	1343	3 055	
Passifs financiers	1674	148	8.8
Provisions courantes	6	6	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	503	982	8.10
Dettes fiscales et sociales	1161	1296	8.10
Produits fiscaux différés	570	575	8.10
Produits constatés d'avance	794	1650	8.10
PASSIFS COURANTS	4 708	4 657	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	17427	22235	

• Etats du resultat global des exercices des les 31 decembre 2017 et 31 decembre 2016

EtK€	31-d c-17	31-dec-16
Resultat Net	-2 810	603
Ecart de conversion	17	-40
Ecart actuariels sur regimes a prestations definies		
Total Gains / Pertes direct.ement eo capitaux propFes	11	-40
Resultat Net+ Gains/Pertes directement en capitaux propres	-2 793	563

• Variations des capitaux propres consolides aux 31 decembre 2017 et 31 decembre 2016

f6aKij	fJptal	Rn	1111*6	Rtae el	Gal u/P,rtes	Aulm	rom	Interets ne conferant pas le controle	TOTAL
tapllmPriJrtdlDdIS	303	8500	-118	5486	-165	JS	11021	I	14021
O tions sur capital		3					3		
Paie ments fondes sur des actions									
Orations sur titres auto detenus			-35	-23			-58		-58
Dividendes									
Resultat Global				603	-40		563		563
Variations de rimetre									
Autres mouvements						-8	-8		-8
fplblilptfflllECW16	...1L	8503	-153	6066	-205L	HS21		14521
Orations sur capital							0		
Paie ments fondes sur des actions									
Orations sur titres auto detenus			-333	9			-342		-342
Dividendes									
Resultat Global				-2810	17		-2793		-2793
Variations de rimetre									
Autres mouvements						-10	-10		-10
lffffl ll DIC20?1	!L	85	-48	3247	,183		1,376	•	11376

• **Tableaux de flux de tresorerie consolides aux 31 decembre 2017 et 31 decembre 2016**

(En K€)	31-dec..17	31-dec.-16
ResultatNetconsolide	-2 810	603
<i>Elements non constitutifs de flux lies a l'activite</i>		
Dotations aux amortissements	2 524	3 108
Variation des provisions	54	15
Autres produits d'exploitation (*)	-649	-786
<i>Capacite d'autofinancement apres coût de l'endettement financier net et impôts</i>	-881	2 940
Coût de l'endettement financier net	46	58
Charge d'impôts sur le resultat	-80	-18
<i>Capacite d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	-915	2 980
Variation actifs	2 094	-2 779
Variation passifs	-939	1 449
<i>Variation du BFR lie a l'activite</i>	1 155	-1 330
Impôts versés	.	
FLUX NET D'INVESTISSEMENT LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	24-0	1650
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 520	-2 932
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles		
Variation immobilisations financieres	21	5
Cession d'immobilisations financieres		
Variation des prets et avances consentis		
Variation des autres flux lies aux operations d'investissement (**)	770	
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-1 729	-2 927
Augmentation (diminution) de capital		
Augmentation (diminution) des emprunts	-132	-180
Interets financiers nets versés		
Dividendes versés		
Rachats et reventes d'actions propres	-333	-35
Autres flux lies aux operations de financement		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	•465	-215
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-1 954	-1 492
Tresorerie debut de periode	6 465	7 957
Tresorerie fin de periode	4 511	6 465

(*) Les autres produits ca/cu/es, sans impact de tresorerie, correspondent aux reprises en resultat du Credit d'Impot Recherche constatees au cours des periodes presentees

(**) Les autres flux lies aux operations d'investissement correspondent aux remboursements du Credit d'Impot Recherche constatees au cours des periodes presentees

- Annexes aux comptes consolidés

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe StreamWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles, et depuis peu, des entreprises et administrations, partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de StreamWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits "legacy", comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Le Groupe se positionne aussi sur le marché applicatif, notamment entreprises, avec les solutions Team On The Run et Team On Mission, développées depuis fin 2014, prometteuses et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produits et de créer de forts relais de croissance, en proposant aux entreprises et administrations une véritable plateforme de transformation digitale "tout en un", simple, évolutive et performante, ainsi qu'une solution de communication critique sécurisée et de gestion de crises.

Opérant depuis la France, les USA, la Chine, Singapour, la Roumanie, la Tunisie, l'Autriche, et l'Argentine, StreamWIDE met en place des équipes locales et spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (Euronext Paris) sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés annuels dus au 31 décembre 2017 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 23 mars 2018.

2. Événements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport d'activité annuel. Ils sont rappelés ci-dessous de façon synthétique :

- o *Des effets de base défavorables*: les revenus 2017 sont en diminution marquée suite à des effets de base défavorables. Deux ventes significatives avaient été réalisées en 2016 (avec un client français et un client européen). Ces ventes, par nature non récurrentes, n'ont pas été compensées en 2017. Les revenus de l'activité historique diminuent ainsi de 3,8 M€ en 2017, sans que les revenus issus des nouvelles solutions ne soient encore suffisamment significatifs.
- o *Des investissements et des développements soutenus dans les nouvelles solutions* : la capacité et la dynamique de développement et d'innovation du Groupe ont été conservées dans un contexte sectoriel et économique difficile.

Des efforts continus et importants ont été faits tout au long de l'année 2017 dans le développement de la solution "Team On The Run", qui regroupent aujourd'hui de très nombreuses fonctionnalités permettant d'adresser des marchés spécifiques (talkie-walkie en environnement critique et système de géolocalisation), tout en proposant une solution flexible de transformation digitale, avec le lancement du module "My Business" permettant de digitaliser rapidement et simplement les différents processus métiers critiques des entreprises.

- o *Des efforts commerciaux et de réelles perspectives de diversification* : la stratégie commerciale suivie depuis plusieurs mois, notamment en France, pourrait permettre au Groupe de remporter un premier appel d'offre significatif et structurant. Si tel était le cas, cela permettrait au Groupe de se positionner comme un acteur majeur sur des marchés spécifiques, avec un fort potentiel à moyen terme.
- o *Revue des durées d'amortissement des actifs incorporels*: les durées et valeurs d'utilité des dernières solutions développées par le Groupe ("Team On The Run" / "Team On Mission") ont été re-estimées au second semestre de l'exercice, pour tenir compte des avancées commerciales significatives, intervenues en 2017, qui devraient avoir un impact important sur les revenus 2018. Les nouvelles durées d'amortissement retenues sont de 5 ans, contre 1 à 3 ans auparavant, impliquant donc une diminution des amortissements annuels (confer note 7.4 - Dotations aux amortissements et aux provisions).

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2017 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 23 mars 2018, date d'arrêté de ces comptes par le conseil d'administration. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés annuels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2017

Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées pour l'Union européenne au 31 décembre 2017.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, à l'exception des évolutions normatives suivantes :

- o Amendement à IAS 12 - Comptabilisation des actifs d'impôts au titre des pertes latentes;
- o Amendement à IAS 7 - Initiative concernant les informations à fournir.

Le groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes, interprétations et amendements suivants dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice ouvert au 1er janvier 2017:

Adoptées par l'Union européenne et non encore applicables :

- o IFRS 4 - Contrats d'assurance : Application de la norme ;
- o IFRS 9 - Instruments financiers ;
- o IFRS 10 et IAS 28 - Vente ou apport d'actif entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise (date de première application ajournée par l'IASB à une date restant à préciser) ;
- o IFRS 15 - Produits des activités ordinaires, tirés des contrats conclus avec des clients ;
- o IFRS 15 - Clarifications ;
- o IFRS 16 - Contrats de location ;
- o IAS 40 - Transfert de titres de propriété ;
- o Amélioration annuelle des IFRS (cycles 2015 - 2017).

Non encore adoptées par l'Union européenne :

- o IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités.

L'IASB a également publié les textes suivants pour lesquels le Groupe n'identifie pas d'incidences significatives sur ses comptes consolidés annuels :

- o IFRS 2 - Classification et évaluations des transactions liées aux paiements basés sur des actions ;
- o IFRS 17 - Contrats d'assurance ;
- o IFRIC 22 - Devises ; Considération sur les transactions et les avances ;
- o IFRIC 23 - Incertitudes concernant les traitements sur l'impôt sur les sociétés ;
- o IAS 28 - Titres de sociétés mises en équivalence et co-entreprises : évaluation à la juste valeur.

Le processus interne de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours. Le Groupe estime qu'à ce stade de l'analyse, l'impact de l'application de ces normes ne peut être connu avec une précision suffisante.

Application d'IFRS 15 - Reconnaissance des revenus

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, ainsi que des clarifications en avril 2016. Cette norme impose un modèle de reconnaissance unique du chiffre d'affaires en 5 étapes, fondé sur le transfert de contrôle des obligations de performance identifiées dans les contrats avec les clients : (i) identification du(des) contrat(s) avec un client, (ii) identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat, (iii) détermination du prix de la transaction, (iv) affectation du prix de la transaction aux obligations différentes de performance et (v) comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

La mise en application de cette norme étant obligatoire à compter du 1er janvier 2018, le Groupe a conduit en 2017 un projet interne ayant pour objectifs :

- o l'identification des principales divergences entre le referentiel actuel (IAS 18 et IAS 11) et la norme IFRS 15;
- o la collecte des informations necessaires a l'estimation des impacts sur les comptes consolides et;
- o la mise en ceuvre des modalites d'application de la norme selon la methode retrospective modifiee, methode retenue par le Groupe.

Aucune divergence significative n'a ete identifiee entre les principes IFRS 15 et les principes comptables deja appliques par le Groupe. Ainsi, aucun impact significatif n'est attendu au 1er janvier 2018 (application selon la methode retrospective modifiee).

3.2.2 Principes de presentation

Etat de la situation financiere

La norme IAS 1 "Presentation des etats financiers" impose de presenter l'etat de la situation financiere en fonction de l'exigibilite des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classes en elements courants ou non courants, correspondant d'une maniere generale aux echeances inferieures ou superieures a un an.

Compte de resultat et etat du resultat global

La norme IAS 1 "Presentation des etats financiers" offre la possibilite de presenter les composantes du resultat soit en tant qu'element d'un etat unique de resultat global, soit dans un compte de resultat separe, presente immediatement avant l'etat du resultat global. Le groupe StreamWIDE a opte, conformement a la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la presentation d'un compte de resultat separe et d'un etat du resultat global.

Le compte de resultat separe conserve une classification des composantes par nature.

Le resultat operationnel courant correspond au resultat net avant prise en compte:

- des elements non recurrents et significatifs (isoles sous les rubriques "autres produits et charges operationnels"), qui permettent la distinction entre le resultat operationnel courant et le resultat operationnel,
- des elements financiers (cout de l'endettement net augmente ou diminue des autres charges et produits financiers),
- de la charge / produit d'impots (impots courants et differes),
- du resultat des activites cepees ou abandonnees, si applicable.

La presentation adoptee par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilite et a celles de l'Autorite des Marches Financiers.

4. Principes, regles et methodes comptables

4.1 Methodes deconsolidation

Les comptes consolides incluent les etats financiers de la societe mere ainsi que ceux des entreprises controlees par la mere ("les filiales").

Le controle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financieres et operationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activites. Les participations dans les filiales sont comptabilisees selon la methode de l'integration globale.

La quote-part de resultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est presentee distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de resultat consolide en tant que participations ne donnant pas le controle.

Le resultat des filiales acquises ou cepees au cours de l'exercice est inclus dans le compte de resultat consolide, respectivement depuis la date de prise de controle ou jusqu'a la date de la perte de controle.

Le cas echeant, des retraitements sont effectues sur les etats financiers des filiales pour harmoniser et homogeneiser les principes comptables utilises avec ceux des autres entreprises du perimetre de consolidation.

Tous les soldes et operations intragroupes sont elimines au niveau de la consolidation.

Depuis sa creation, le groupe StreamWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associees et/ou des coentreprises.

Au 31 decembre 2017, toutes les societes comprises dans le perimetre de consolidation (confer note 6) sont des filiales et sont donc consolidees par integration globale.

Ces differentes filiales ont ete creees directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectue anterieurement au 31 decembre 2017 d'operations de croissance externe, aucun goodwill n'est constate dans les etats de la situation financiere du Groupe.

4.2 Monnaies etrangeres

La monnaie de presentation des etats financiers du Groupe est l'Euro. C'est egalement la monnaie fonctionnelle de la societe consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales etrangeres est generalement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantees (USA - USO, Chine - CNY, Roumanie - RON et Tunisie - TND).

La conversion en euros des etats financiers des filiales libelles en monnaie locale est effectuee pour les etats de la situation financiere au taux de cloture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, a un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la periode cloturee. La difference de conversion en resultat est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellees en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les resultats de change latents ou realises sont inscrits en compte de resultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financieres".

4.3 Comptabilisation des produits

Dans les differents contrats du Groupe, que la vente se fasse de facon directe ou indirecte, et quel que soit le logiciel concerne par le droit d'utilisation, les prestations (licences, support et services professionnels) et les obligations de performance associees sont considerees comme distinctes. Le prix de la transaction, dont la determination n'est pas dependante d'elements structurants, significatifs et recurrents, est egalement alloue de facon directe a chaque obligation de performance. Enfin, la comptabilisation du produit est effectuee a une date donnee (licences) ou dans le temps (support et services professionnels) lorsque les obligations de performance sous-jacentes sont satisfaites.

Le chiffre d'affaires realise par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associees (mises a jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont evalues a la juste valeur de la contrepartie reue ou a recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilise en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transfere a l'acheteur les risques et avantages importants inherents a la propriete. En general, le chiffre d'affaires est comptabilise lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut etre mesure de fa on fiable et qu'il est probable que les avantages economiques lies a la transaction beneficieront au Groupe.

Concernant les revenus lies aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnait en general le revenu a la mise a disposition du (des) logiciel(s) materialisee par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont realisees par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'a reception de l'avis de livraison au client final et a condition que les autres criteres generaux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilise de fa on lineaire sur la duree du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilise lorsque les prestations sont executees et les services rendus, sur la base de recapitulatifs d'activite et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (materiel) sont comptabilises lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inherents a la propriete sont transferees a l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et credit d'impot recherche

Dans le cadre de ses activites de Recherche et Developpement, le Groupe beneficie du Credit d'Impot Recherche qui est une aide fiscale fran aise. Conformement a la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit differe, afin d'etaler en resultat le benefice de ces aides. La valeur brute comptable des frais de developpement n'est donc pas impactee.

Les Credits d'Impot Recherche sont ainsi differes dans le temps et constatés en resultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de developpement generant ces credits d'impot. L'impact resultat constate est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de resultat et isole sous la rubrique "autres produits d'exploitation" dans les flux de tresorerie lies aux activites operationnelles, car sans impact de tresorerie.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de developpement) sont inscrites a leur cout d'acquisition diminue du cumul des amortissements et des eventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calcule des la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilise en charges de maniere a reduire la valeur comptable des actifs sur leur duree d'utilite estimee, selon le mode lineaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potential de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leur mise en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Écarts d'acquisition

Au 31 décembre 2017, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu dans le passé.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité.

A chaque date d'arrêt, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Creances clients et autres debiteurs

Les creances clients proviennent des ventes de biens et services realisees par le Groupe dans le cadre de son activite. Les autres debiteurs comprennent essentiellement des creances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont evalues et comptabilises initialement a leur juste valeur puis evalues ulterieurement a leur cout amorti.

Une perte de valeur est comptabilisee lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront etre recouvres, totalement ou partiellement.

Tresorerie et equivalents de tresorerie

La tresorerie et equivalents de tresorerie comprend les liquidites immediatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles a court terme, facilement convertibles en un montant connu de tresorerie, et supportant un risque negligeable de changement de valeur (comptes a terme).

Ces actifs sont valorises a leur juste valeur (valeur de marche) et le solde global des variations de juste valeur est porte au compte de resultat (produits de tresorerie et d'equivalents de tresorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composees des emprunts bancaires et obligataires, ainsi que des decouverts bancaires ponctuels. Les emprunts et decouverts bancaires portant interet sont comptabilises initialement pour le montant de tresorerie res;ue, net des couts directs d'emission eventuels. Ulterieurement, ils sont comptabilises au co-0.t amorti selon la methode du taux d'interet effectif.

Les differences entre les montants res;us, nets des co-0.ts directs d'emission eventuels, et les montants dus lors du reglement ou du remboursement sont amorties sur la duree de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en co-0.t de l'endettement financier brut dans le compte de resultat.

Au 31 decembre 2017, le Groupe n'utilise pas d'instruments composees, de produits derives d'instruments de couverture et ne recourt pas a des instruments de decomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres creditiers et produits constatés d'avance

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de conges payes, charges et cotisations sociales.

Les produits constatés d'avance sont de deux natures :

Exploitation : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires deja facturees mais non encore reconnues en resultat suite a des periodes de reconnaissance posterieures a la periode cloturee (par exemple, maintenance reglee d'avance)

Fiscaux : ils correspondent a la quote-part des Credits d'Impots Recherche imputable aux projets immobilises. Ils sont repris en resultat au meme rythme que les amortissements pratiques sur les immobilisations incorporelles qui ont genere ces credits d'impot.

Ces dettes sont evaluees et comptabilisees initialement a leur juste valeur puis evaluees ulterieurement au co-0.t amorti.

4.9 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux regimes a cotisations definies sont inscrites en charges au fur et a mesure qu'elles sont appelees.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant. Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

Les dépenses engagées au titre du "Compte Personnel Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 31 décembre 2017, les BSA actionnaires, attribués en 2015 à titre gratuit, ne génèrent aucun retraitement lié à l'application de la norme IFRS 2. Concernant les BSA managers, salariés et personnes dénommées, leur juste valeur étant considérée comme non significative et hors marché, aucun retraitement n'a donc été comptabilisé.

4.10 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaires pour éteindre l'obligation. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.11 Charge (produit) d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge / produit d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des reintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux vote ou quasi vote à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

4.12 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors actions d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe revise ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiques et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;

La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;

La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. La reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% dt: contrcUe		Metlii,dede IIQijml:l:datiBa
		12.2017	12.2016	
StreamWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010PARIS			Société mère
StreamWIDE ROMANIA	Str. Fagaras, nr. 25 Sector 1 BUCURESTI	100	100	LG.
StreamWIDE INC.	9 Polito Avenue Lyndhurst, NEWJERSEY 07017	100	100	LG.
BEIJING StreamWIDE Technology	1008, Cultural Plaza IOF.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District BEIJING 100872	100	100	J.G.
StreamWIDE FRANCE SAS	84 rue d'Hauteville 75010PARIS	100	100	LG.
StreamWIDE TUNISIE Sari	Rue du lac Constance - Imm El Majd Les Berges du Lac - 1053 TUNIS	100	100	I.G.
StreamWIDE PTE LTD	141 Cecil Street 10.01- T.AA Building 069541 SINGAPORE	100		I.G.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a bénéficié, lors de sa création, d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA, concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France et en Europe.

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société, totalement exportatrice, est un centre de Recherche et Développement exclusivement au profit du Groupe, notamment dans le développement de la solution "Team On The Run".

StreamWIDE PTE LTD a été créée le 19 mai 2016. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société permet de développer, de confirmer et de conforter la présence du Groupe dans cette zone géographique.

Pour mémoire, un établissement stable a été *ouvert* en Tunisie au cours du premier semestre 2010. Cet établissement n'a pas de capital social. Les données financières, peu significatives, sont directement intégrées dans les comptes de la Société. Deux filiales anglaises (Bzoo Networks LTD et StreamWIDE LTD) ont été créées en mai 2013 mais n'ont enregistré aucune activité depuis. Leur capital social, détenu et contrôlé à 100% par StreamWIDE SA, est respectivement de 1 £ au 31 décembre 2017.

7. Notes sur le compte de resultat consolide

7.1 Chiffre d'affaires

<u>EnK-€</u>	<u>31-dec-17</u>	<u>31-dec-16</u>	<u>Variatm11</u>
Licences	1 326	3 730	-2 404
Maintenance	3 774	3 802	-28
Prestations de services	644	1 293	-649
Ventes Tiers	10	757	-747
TOTALCA	5 754	9 582	-3 828
Autres produits	.	.	.
Subventions	.	.	.
Produits des activités ordinaires	.	.	.

Comme indique déjà depuis plusieurs mois, le contexte sectoriel des telecommunications reste difficile avec des decisions d'investissement dans Jes services qui souffrent d'un immobilisme certain. Les rares opportunités presentes sont traitees et proposees dans des delais toujours tres longs, et si le Groupe reste opportuniste dans ce marche historique, Jes efforts commerciaux et techniques ont clairement porte en 2017 sur Jes nouveaux marches et les prochains relais de croissance.

Les effets de base, penalisant déjà les revenus du premier semestre 2017 (0,6 M€ de licences et 0,6 M€ de ventes tierces non recurrentes en 2017), pesent également fortement sur les revenus du second semestre de l'exercice. En effet, une vente significative de licences (1,6 M€) realisee en France n'a pas ete compensee au second semestre 2017.

Seuls les revenus recurrents de maintenance restent stables sur la periode (3,8 M€). Cela devrait perdurer dans les prochains mois.

Enfin, Jes services subissent également la non recurrence de nouveaux marches importants dans l'activite historique. Leur diminution s'explique par plusieurs missions qui ont ete menees et terminees en 2016 alors qu'un nombre moins importants de projets a ete mene en 2017. Les ventes tierces, quanta elles, concernaient en 2016 un projet et un client europeen specifique. Aucune vente tierce significative n'a ete realisee en 2017.

Les revenus annuels 2017, et leur diminution marquee, sont conformes aux attentes du Groupe, telles que presentees a mi annee. Le Groupe a anticipe depuis plusieurs mois maintenant cette situation et concentre dorénavant ses efforts sur Jes nouvelles solutions qu'il propose. L'annee 2017 est ainsi une annee de transition pour le Groupe entre ses activites et marches historiques (même s'il reste tres concurrentiel avec ses offres des messageries vocales et de facturation temps reel) et ses nouvelles solutions et relais de croissance importants qu'elles representent et que le Groupe cible depuis plusieurs mois.

7.2 Charges de personnel

EnK€	31-dec-17	31-dec-16	Variation
Salaires et traitements	2 799	2 448	351
Charges sociales	942	822	120
Avantages du personnel	-	-	-
TOTAL Charges de PetSBtme1	3741	3270	471

	31-dec-17	31-dec-16	Variation
Cadres	113	111	2
Non Cadres	-	-	-
TOTAL Effectif	113	111	2

Les coûts de certains salaires directement rattachés aux projets de développement sont actifs au 31 décembre 2017, au même titre que sur les périodes antérieures. Le montant brut immobilisé au 31 décembre 2017 représente 2.299 K€, contre 2.623 K€ au 31 décembre 2016. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

EnK	31-dec-17	31-dec-16	Variation
Charges de personnel en résultat	3 741	3 270	471
Frais de développement actives	2 299	2 623	-324
TOTAL	6040	5893	147

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, augmentent donc sur la période de 147 K€. Cette augmentation provient essentiellement d'un effet "volume" dans la mesure où le nombre de salariés augmente légèrement sur la période (114 personnes fin 2017 contre 111 personnes fin 2016). Les principales variations de la période proviennent de la filiale roumaine.

L'impact du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi n'est pas significatif pour le Groupe (3 K€ au titre de 2017 et 7 K€ au titre de 2016) car les salaires moyens dans les sociétés françaises sont majoritairement supérieurs aux montants concernés par cette mesure.

7.3 Autres charges externes

€nK€	31--der-17	31-dec-16	Variation
Achats de marchandises	4	565	-561
Variations de stock	-		
TOTALACHATS ET VAR. TOCKS	4	565	-561
Achats etudes et prestations de services	28	35	-7
Achats non stockes de marchandises	101	125	-24
Sous traitance	178	371	-193
Locations et charges locatives	619	621	-2
Entretiens, reparations et maintenance	45	38	7
Assurances	74	69	5
Commissions et honoraires	457	606	-149
Publicites, expositions et insertions	175	121	54
Transports, déplacements et missions	238	259	-21
Affranchissements et telecoms	222	198	24
Redevances	85	75	10
Autres	106	102	4
TOTALCHARGES EXTERNES	2326	2620	-294

Les achats-ventes de marchandises ne sont pas structurels pour le Groupe. Leur evolution provient essentiellement d'une vente specifique de materiels envers un client europeen en 2016, non recurrente en 2017.

Les autres charges externes diminuent sur la periode (-0,3 M€) suite a la diminution de la sous-traitance et des services externes aux US (-0,2 M€) et a celle des honoraires et commissions (-0,1 M€), en parallele de l'evolution baissiere des revenus. On note egalement une legere augmentation des frais de publicites et d'exposition suite a la presence du Groupe dans certains nouveaux salons professionnels specialises (Milipol Paris par exemple) correspondant aux nouveaux acteurs et marches cibles. Les autres charges externes sont restees maitrisees en 2017 et continueront a l'etre efficacement dans les prochains mois.

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

EnK	31-dec-17	31-dec-16	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	2 360	2 937	-577
<i>dont frais de recherche et développement</i>	2 357	2 933	-576
Dotations aux amortissements corporels	164	171	-7
Dotations aux amortissements	2 524	3 108	-584
Dotations aux provisions	80	58	22
Reprises de provisions	-26	-43	17
Dotations aux provisions	54	15	39

Les amortissements des frais de développement sont de 2.357 K€ en 2017 contre 2.933 K€ en 2016. Une revue des principales durées d'amortissement a été effectuée fin 2017 pour tenir compte de l'évolution de l'activité du Groupe et du développement des revenus liés aux solutions Team On The Run et Team On Mission. Les durées d'utilité ont ainsi été augmentées concernant ces deux solutions, suite aux avancées commerciales significatives qui devraient avoir un impact positif sur les revenus des 2018. Ainsi, les nouvelles durées d'amortissement des solutions TOTR et TOM sont de 5 ans à compter du 1^{er} juillet 2017, contre 1 à 3 ans auparavant, ce qui explique la diminution des amortissements sous-jacents. L'impact 2018 devrait être plus marqué encore car l'impact de ce changement de durée sera annuel, alors qu'il n'est que d'un semestre en 2017. Les amortissements annuels devraient donc être d'environ 1,8 M€ des 2018 contre 3 M€ au cours des exercices antérieurs.

Les durées et les coûts de développement n'étant pas identiques d'un produit à l'autre, les amortissements ne sont pas forcément "lisses" dans le temps. Cependant, les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées tout au long de l'année permettent d'avoir une charge d'amortissement relativement stable d'une période à l'autre. Par ailleurs, la valeur nette globale des frais de développement actifs au 31 décembre 2017 est de 6.226 K€ (confer note 8.1 - Immobilisations incorporelles), dont 3.731 K€ pour les nouvelles solutions "Team On The Run"/ "Team On Mission".

Les dotations aux provisions comptabilisées sur la période (80 K€) correspondent principalement à des pertes de valeur supplémentaires constatées sur des créances clients non recouvrées à date. Les reprises font suite à des remboursements en 2017 d'anciennes créances entièrement provisionnées, générant un résultat net de cession de 6 K€.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (651 K€ en 2017) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des Crédits d'Impôt Recherche (649 K€). Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis.

Le montant des reprises correspond donc à la quote part des crédits d'impôt recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements ayant diminué en 2017 (confer note 7.4 ci-dessus), les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche diminuent également.

Les autres charges opérationnelles (113 K€ au 31 décembre 2017) correspondent à des coûts salariaux spécifiques suite à certains départs, en Roumanie et en France notamment. Ces coûts sont isolés sous cette rubrique car ils sont suffisamment significatifs au regard des résultats du Groupe, et par nature, non récurrents.

7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

EnK€	31-dec-17	31-dec-16	VariatJon
Produits sur placements de trésorerie	12	6	6
Coût financier brut	-58	-64	6
Coût financier net (charges nettes)	-46	-58	12
Gains de change	40	189	-149
Pertes de change	-475	-109	-366
Produits nets de cessions d'actifs			
Total impact Financier	-481	22	-503

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés par les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur faible niveau et leur variation s'expliquent par des taux de rémunération quasi nuls en 2017, comme en 2016.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur l'emprunt de 900 K€ souscrit auprès de HSBC en février 2012, ainsi qu'au coût financier annuel de l'emprunt obligataire de 1.800 K€ émis auprès du GIAC en juillet 2013 (pour mémoire, remboursement différé de 90 K€ à compter du troisième trimestre 2017). Les intérêts sur l'emprunt HSBC (échéance finale en février 2017) diminuent avec l'effet temps.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change €/USO sur la période a généré un impact net négatif de 435 K€ contre un gain net de 80 K€ en 2016. Les variations de change ont été défavorables en 2017 alors qu'elles étaient quasi équilibrées en 2016.

Risque de change

Le groupe StreamWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères. Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros (au niveau des coO.ts), dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois, RON roumain, TND tunisien et SGD singapourien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie exclusivement des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales ne sont pas significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coO.ts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette dollars USO excédentaire au 31 décembre 2017.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

À date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et tafil) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

7.7 Produit d'impôts

Le produit d'impôt est de 80 K€ au 31 décembre 2017, contre une charge de 18 K€ au 31 décembre 2016, et se décompose comme suit:

<u>En</u>	<u>31-dec-17</u>	<u>31-dec-16</u>	<u>Variation</u>
Impôts exigibles	96	72	24
Impôts différés	-176	-54	-122
<u>Total Produit (-)/Charge d'impôts {+}</u>	<u>-80</u>	<u>18</u>	<u>-98</u>

Les impôts différés actifs retenus et comptabilisés au 30 juin 2017 ont été dépréciés fin 2017.

Les impôts exigibles correspondent essentiellement aux retenues à la source comptabilisées par les sociétés françaises (42 K€) et américaine (53 K€) du Groupe. Pour mémoire, ces sociétés ne décaissant pas d'impôt annuel, ces retenues à la source ne sont imputables sur aucun impôt payé. Elles sont donc de facto conservées en charge de période.

Les variations et impacts lies aux impots differes sont presentes dans la note 8.4 "Actifs et passifs d'impots differes". L'augmentation du produit d'impots differes (122 K€) provient essentiellement du retraitement des ecarts de conversion passifs au 31 decembre 2017, plus importants qu'en 2016. L'impact du retraitement des frais de developpement est quasi neutre en 2017 suite a la diminution constatee des amortissements sous-jacents.

Pour rappel, les societes StreamWIDE SA (societe mere) et StreamWIDE France (filiale detenue a 100%) ont opte pour le regime de l'integration fiscale a compter du 1er janvier 2012. La societe StreamWIDE est la societe tete du groupe fiscal.

La preuve d'impot s'etablit comme suit au 31 decembre 2017:

En	31-dec-17	31-dec-16
Resultat operationnel	-2 409	599
Cout de l'endettement financier net	-46	-59
Autres produits et charges financiers	-435	80
Taux d'impot theorique	33,33%	33,33%
Impot theorique	-963	207
Impot courant	96	72
Impot differe	-176	-54
Impot reel	-80	18
Taux d'impot reel	2,77%	2,90%
Ecart sur taux	-30,56%	-30,43%
Ecart sur impot	883	-189
Detail		
Deficits imputes dans l'exercice		
Deficits crees dans l'exercice	1033	
Retenues a la source et autres credits d'impots	56	59
Differences permanentes et autres elements	-206	-248
	883	-189

Les principaux elements a retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Reprise du Credit d'Impot Recherche en resultat : cette reprise, qui impacte positivement le resultat comptable, n'est pas fiscalisee. De fait, elle cree une difference entre l'impot theorique (determine sur les seuls resultats comptables) et l'impot reel. En 2017, les reprises sont de 649 K€, generant ainsi un ecart d'impot de (216) K€, inscrit sous la rubrique "differences permanentes et autres elements";

- (ii) Les retenues à la source (95 K€ principalement au niveau de StreamWIDE France et de StreamWIDE Inc.) et autres crédits d'impôts (résultat positif de 107 K€ de StreamWIDE Tunisie exonérée d'impôts société) créent également une différence entre l'impôt théorique et réel.
- (iii) Les reports déficitaires générés et créés en 2017 par les entités françaises (3,4 M€) n'ont pas été actifs au 31 décembre 2017, ce qui implique un écart significatif entre l'impôt réel et l'impôt théorique (1 M€ en tenant compte des nouveaux taux d'impôts société à compter de 2022).

Au 31 décembre 2017, le report déficitaire propre à la société mère StreamWIDE SA (avant intégration fiscale) est de 1.455 K€. Les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont quant à eux de 8.078 K€, ce qui porte l'ensemble des reports déficitaires sur les entités françaises à 9.533 K€. La filiale américaine, StreamWIDE Inc., dispose quant à elle d'un report déficitaire de 217 K€ au 31 décembre 2017 (confer note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

7.8 Resultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et:

d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)

d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

M 31 decembre 2016	Actions emises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondere d'actions
Nombre pondere d'actions ordinaires				3026817
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				
Nombre moyen dilue d'actions ordinaires				3 026 817
Au 31 decembre 2017	Actions emises	ActJons propres	Actions en circulation	Nombre ponder d'actions
31.12.2016		15 402	3 025 390	506 674
31.01.2017		14 654	3 040 044	506 586
29.02.2017		-530	3 039 514	506 586
31.03.2017		1	3 039 515	506 593
30.04.2017		41	3 039 556	506 605
31.05.2017		72	3 039 628	510 012
30.06.2017	203	20 240	3 060 071	519170
31.07.2017		54 947	3115 018	519 533
30.08.2017		2180	3 117198	519 533
30.09.2017		0	3 117 198	519 627
31.10.2017		561	3 117 759	519 695
30.11.2017		412	3 118171	518 446
31.12.2017		-7 493	3110 678	0
Nombre pondere d'actions ordinaires				3 079 529
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				
Nombre moyen dilue d'actions ordinaires				3 079 529

Au cours du premier semestre 2015, la Societe a emis et attribue 3 tranches de BSA : (i) 3.016.391 BSA 1, (ii) 2.002.500 BSA 2 et (iii) 322.500 BSA 3, tous au prix d'exercice de 14 € et avec une parite de 15 BSA pour une action nouvelle.

Au 31 decembre 2016, le nombre de BSA restant a exercer etait le suivant (i) BSA 1: 3.013.316; (ii) BSA 2: 1.950.000 et (iii) BSA 3: 315.000; soit un total de 5.278.316 BSA.

Après prise en compte de l'exercice de 90 BSA 1 au cours de l'exercice 2017, donnant droit a 6 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,1 €, le nombre de BSA restant a exercer est de 5.278.226, soit 351.882 actions nouvelles potentielles (soit 11,61% du capital social actuel), si tous les BSA venaient a être exercés.

Les resultats de base et dilues par action sont les suivants aux 31 decembre 2017 et 31 decembre 2016 :

EnK	31-d t-17	31-dec-16	Vat1.11ioin
Resultat Net Part du Groupe	-2 810	603	-3 413
Effet net d'impot des actions dilutives			
Resultat net Part du Groupe	-2 810	603	-3 413
<i>Nombre moyen pondere d'actions</i>	<i>3 079 529</i>	<i>3 026 817</i>	<i>52 712</i>
Effet des actions ordinaires dilutives	-		
<i>Nombre moyen dilue d'actions</i>	<i>3 079 529</i>	<i>3026817</i>	<i>52 712</i>
Resultat de base par action (en€)	-0,91	0,20	-1,11
Resultat dilue par action (en€)	-0,91	0,20	-1,11

Au cours de l'exercice 2017, le prix d'exercice des BSA etant hors marche, les 351.882 actions nouvelles potentielles ne sont pas considerees comme dilutives. Le nombre moyen pondere d'actions et le nombre moyen dilue d'actions sont donc identiques, sachant par ailleurs qu'il n'existe pas d'action ordinaire dilutive.

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

EnK€	31-d c-15	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	31-dc-16
Frais de développement	18 491	2 623		21114
Concessions, brevets et licences	600	113		713
Autres immobilisations incorporelles	17	1		18
Valeurs brutes	19108	2 737	0	21845
Frais de développement	-12 095	-2 832		-14 927
Concessions, brevets et licences	-359	-101		-460
Autres immobilisations incorporelles	-13	-4		-17
Amortissements	-12 467	-2 937	0	-15 404
Valeurs nettes	6641	-200	0	6441

EnK€	31-dc-16	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	31-d c-17
Frais de développement	21114	2 299		23 413
Concessions, brevets et licences	713	99		812
Autres immobilisations incorporelles	18	10		28
Valeurs brutes	21845	2408	0	24 253
Frais de développement	-14 927	-2 260		-17187
Concessions, brevets et licences	-460	-97		-557
Autres immobilisations incorporelles	-17	-3		-20
Amortissements	-15 404	-2 360	0	-17 764
Valeurs nettes	6 441	48	0	6489

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable et constante ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants actifs en 2017 sont de 2.299 K€ contre 2.623 K€ en 2016. La diminution s'explique essentiellement par un effet volume, avec un nombre d'heures consacrées au développement moins important en 2017 qu'en 2016, année qui avait été marquée par des efforts de développement importants et centrés sur le module "My Business".

Les montants actives au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

EnK	31-dec-16	31-dec-15	Variation
Frais de développement actives	2 623	2 498	125
Amortissements de la période	-2 832	-3 038	206
Frais de développement cumulés	21 114	18 491	2 623
Amortissements cumulés	-14 927	-12 095	-2 832
Valeur nette	6 187	6 396	-209

EnK	31-dec-17	31-dec-16	Variation
Frais de développement actives	2 299	2 623	-324
Amortissements de la période	-2 260	-2 832	572
Frais de développement cumulés	23 413	21 114	2 299
Amortissements cumulés	-17 187	-14 927	-2 260
Valeur nette	6 226	6 187	39

Les frais de développement (valeur nette fin 2017 de 6.226 K€) se rattachent aux différents logiciels con us et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 1 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés. Ces amortissements diminuent en 2017 (2.260 K€ contre 2.832 K€ en 2016) suite à une revue des différentes valeurs et durées d'utilité des principaux logiciels développés par le Groupe (confer note 7.4 - Dotations aux amortissements et provisions).

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis et restent peu significatives.

8.2 Immobilisations corporelles

EnK	31-dec-15	Acquisitions	Cessions	31-dec-16
Installations techniques	46			46
Installations generales, materiel, bureau	1 740	196	-147	1789
Valeurs brutes	1786	196	-147	1835
Installations techniques	-28	-4		-32
Installations generales, materiel, bureau	-1413	-168	147	-1434
Amortissements	-1441	-172	147	-1466
Valeur nette	345	24	0	369

EnK€	31-dec-16	Acquisitions	Cessions	31-dec-17
Installations techniques	46			46
Installations generales, materiel, bureau	1 789	19		1808
Valeurs brutes	1835	19	0	1854
Installations techniques	-32	-5		-37
Installations generales, materiel, bureau	-1434	-66		-1500
Amortissements	-1466	-71	0	-1537
Valeur nette	369	-52	0	317

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations generales, de materiels informatiques et de mobiliers de bureau. Quelques acquisitions et sorties d'installations techniques notamment expliquent les variations constatees sur la periode.

8.3 Autres actifs financiers

EnK€	31-dec-15	Acquisitions	Cessions	31-dec-16
Depots de garantie	282	30		312
Autres actifs financiers non courants	50	7	-7	50
Valeurs brutes	332	37	-7	362
Amortissements / provisions				
Valeur nette	332	37	-7	362

En.K€	31.dec-16	Acquisitions	Cessions	31-dec-17
Depots de garantie	312		-43	269
Autres actifs financiers non courants	50	22		72
Valeurs brutes	362	22	-43	341
Amortissements / provisions				
Valeurs nettes	362	22	-43	341

Les autres actifs financiers comprennent:

des depots de garantie et cautions donnees d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les differents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et, d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualise) ; les variations de periode proviennent essentiellement de la filiale tunisienne ou des cautionnements commerciaux ont ete levees au cours de l'annee 2017.

le solde du compte courant lie au contrat de liquidite, mis en place depuis juillet 2009 (72 K€ au 31 decembre 2017 contre 50 K€ au 31 decembre 2016), suite aux mouvements nets intervenus sur la periode.

8.4 Actifs et passifs d'impots differes

(EnK€)	Deficits fiscaux	Différence temporale	Frais de développement	Autres écritures consolidation	Total
Valeurs nettes au 31 decembre 2016	209	177	2 062	209	35
<i>Impôts differes actifs</i>					<i>46</i>
<i>Impôts differes passifs</i>					<i>-81</i>
Variations Actif	38	31		118	
Variations Passif		-9	13		
Ecart sur taux	5				
Valeurs nettes au 31 decembre 2017	212	199	2 075	-91	135
<i>Impôts differes actifs</i>					<i>135</i>
<i>Impôts differes passifs</i>					

Le montant des actifs d'impots sur deficits fiscaux (2.102 K€) se decompose comme suit au 31 decembre 2017:

sur deficits fiscaux francais : 2.029 K€ (2.029 K€ au 31 decembre 2016)
sur deficits fiscaux americains : 73 K€ (30 K€ au 31 decembre 2016)

La filiale americaine genere des resultats operationnels et fiscaux negatifs en 2017. Le niveau des revenus generes et la maitrise des couts futurs rendent probable l'imputation de benefices fiscaux futurs sur les reports deficitaires a fin 2017 (solde de 217 K€). Les impots differes sous-jacents (73 K€, incluant les ecarts de taux, contre 30 K€ au 31 decembre 2016) sont donc inscrits en actifs non courants dans la situation financiere annuelle, et leur variation constatee en resultat de periode.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1^{er} janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

avant intégration fiscale, la Société mère (StreamWIDE SA) dispose de 1.455 K€ de reports déficitaires propres au 31 décembre 2017, représentant 485 K€ d'actifs d'impôts différés, sans modification par rapport à l'exercice précédent;

dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 8.078 K€ de reports déficitaires au 31 décembre 2017 (dont 446 K€ provenant de StreamWIDE France), représentant 2.308 K€ d'actifs d'impôts différés (dont 127 K€ provenant de StreamWIDE France) ; au 31 décembre 2017, les actifs d'impôts différés provenant des déficits fiscaux créés sur la période (3.444 K€) n'ont pas été reconnus : l'impact est donc un actif d'impôt différé non reconnu à hauteur de 764 K€. Le montant des actifs d'impôts différés sur reports déficitaires français est donc de 1.544 K€ au 31 décembre 2017 ;

le montant net cumulé des frais de développement actifs en consolidation et comptabilisés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 6.226 K€, générant un montant d'impôts différés passifs de 2.075 K€;

Jes impôts différés actifs issus des décalages temporaires s'élevaient à 199 K€ à la clôture de l'exercice, dont 22 K€ au titre de l'exercice 2017. Les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 91 K€ d'impôts différés passifs, dont 118 K€ d'impôts différés actifs au titre de l'exercice 2017.

Au 31 décembre 2017, la position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé actif de 62 K€.

8.5 Actifs courants

EnK€	31-déc-17	31-d c-16	Variation
Créances clients	3 571	6 327	-2 756
Autres débiteurs	660	687	-27
Autres actifs fiscaux	1404	1538	-134
Total Net	5635	8552	-2917

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016:

EnK€	31-d c-16	Augmentation	Diminution	31-d c-17
Créances clients brutes	6 526		-2 701	3 825
dont Factures à établir	2109		-638	1471
Pertes de valeur	-199	-55		-254
créances client nettes	6327	-55	-2 701	3571

La diminution des creances clients est correlative a celle des revenus en 2017 (-3.828 K€). Par ailleurs, de par l'activite du Groupe et la difference qui peut exister entre les jalons de facturations et les periodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des factures a etablir significatives et relatives a quelques clients seulement (notamment un principal fin 2017), peuvent etre comptabilisees en cloture.

Le detail des echeances des creances clients presente ci-dessous demontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'eventuelles pertes de valeur sur ces creances, puisque 90 % des creances sont non echues ou avec des echeances inferieures a 3 mois. Par ailleurs, les encaissements constatés debut 2018 (1.616 K€ sur la periode janvier-fevrier 2018) confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace realise au sein du Groupe.

Balance Agee au 31decembre 2017

liK€	Total	Non.chues	Echues<3 moJs	llchues3-12mots	Echbles>12mois
Creances clients brutes	3 562	2 855	369	338	
<i>dontFAE</i>	1 471	1 471			
Creances douteuses brutes	263				263
Pertes de valeur	-254				-254
Créances clients nettes	3 571	2 855	369	338	9
		80%	10%	9%	0%

Balance Agee au 31 decembre 2016

EnK€	Total	Non&hues mols	Echues<3mots	E.dmes3-12mois	Rchues>12
Creances clients brutes	6 317	3 042	2 916	359	
<i>dontFAE</i>	2 109	2 109			
Creances douteuses brutes	209				209
Pertes de valeur	-199				-199
Créances clients nettes	6 327	3 042	2 916	359	10
		48%	46%	6%	0%

Au 31 decembre 2017, Jes creances non echues correspondent a des factures a emettre pour un montant global de 1.471 K€ dont pres de 82% sont representes par 4 factures identifiees envers 4 clients seulement. Ces factures seront etablies en 2018 conformement aux echelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, en 2016, le solde des creances clients non echues comprenait un montant de 2.109 K€ de factures a etablir, la encore compose a pres de 60% par 5 factures significatives envers 2 clients, etablies et reglees en 2017.

Au 31 decembre 2017, les creances echues, dont l'echeance est superieure a 12 mois (263 K€ HT), correspondent a des clients et des factures parfaitement identifiees. Ces creances sont toutes provisionnees a 100%.

Les autres creances echues ne presentent pas de risque significatif de defaillance. Les principaux montants constitutifs de ces creances ont ete recouvres dans leur totalite a la date d'arrete des comptes annuels 2017.

Autres debiturs

Les "autres debiturs" comprennent essentiellement des creances fiscales (comptes de TVA pour 343 K€), des charges constatees d'avance pour 166 K€ et des avances faites a certains fournisseurs de materiels informatiques dans le cadre de projets futurs (118 K€).

Actifs fiscaux

Les actifs fiscaux se composent essentiellement des Credits d'Impot Recherche non encore remboursees par l'Etat. Au 31 decembre 2017, la creance est composee des soldes CIR 2016 et 2017 pour respectivement 728 K€ et 635 K€.

Risque de credit

Le risque de credit du Groupe provient principalement des creances clients. Les montants presentes au bilan sont nets des pertes de valeur eventuelles. De par l'activite du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne presentent pas de risque significatif de defaillance. Par ailleurs, des procedures mensuelles ont ete etablies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systematiques sont etablies a l'attention de clients parfaitement identifies.

Decomposition du risque de credit au 31 decembre 2017

<u>EnK€</u>	<u>Valeur nette</u>	<u>Juste Valeur</u>	<u>JV par resultat</u>	<u>Prets et creances</u>	<u>Derives</u>
Creances clients	3 571	3 571			3 571
Autres debiturs	660	660			660
Autres actifs fiscaux	1 404	1 404			1 404
Equivalent de tresorerie	936	936	936		
Tresorerie	3 575	3 575	3 575		
Total creances nettes	10 146	10 146	4 511		5 635

Decomposition du risque de credit au 31 decembre 2016

<u>EnK€</u>	<u>Valeur nette</u>	<u>Juste Valeur</u>	<u>JV par resultat</u>	<u>Prets et creances</u>	<u>Derives</u>
Creances clients	6 327	6 327			6 327
Autres debiturs	687	687			687
Autres actifs fiscaux	1 538	1 538			1 538
Equivalent de tresorerie	2 883	2 883	2 883		
Tresorerie	3 582	3 582	3 582		
Total creances nettes	15 017	15 017	6 465		8 552

Au cours de l'exercice 2017, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont genere un chiffre d'affaires cumule de 1.956 K€, soit pres de 34% du chiffre d'affaires annuel du Groupe en 2017. En 2016, 47% du chiffre d'affaires annuel avait ete genere par les 3 clients les plus contributeurs.

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

EnK€	31--dec-17	31-deG-t6	Varlatmn
Placements à terme	936	2 883	-1947
Comptes courants bancaires	3 575	3 582	-7
Total	4511	6465	-1954

Les placements à terme sont composés de comptes à terme souscrits auprès de la Société Générale pour 800 K€ et de l'UIB tunisienne pour 136 K€. Ces comptes bénéficient d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe., dont un compte de trésorerie courant rémunérée auprès de HSBC pour 1.200 K€ au 31 décembre 2017.

Le niveau de trésorerie brute du Groupe (avant prise en compte des dettes financières) atteint 4.511 K€ au 31 décembre 2017 en diminution de 1.954 K€ par rapport à la clôture annuelle 2016. Cette variation s'explique par:

- (i) *des flux nets opérationnels positifs* de 240 K€, en diminution marquée de -1.410 K€ sur la période, suite notamment à l'évolution des résultats (-2.207 K€) compensée partiellement par la bonne tenue du BFR de (1.155 K€);
- (ii) *des flux nets d'investissements négatifs* à hauteur de -1.729 K€, suite notamment aux investissements effectués en recherche et développement (2.299 K€ en 2017 contre 2.623 K€ en 2016). Le remboursement du Crédit d'Impôt Recherche 2015 (770 K€), obtenu en novembre 2017, vient financer en partie ces investissements de période; Aucun remboursement n'était intervenu en 2016 et la créance au titre de 2016 (728 K€) n'a été remboursée qu'en mars 2018, créant ainsi un écart de trésorerie fin 2017
- (iii) *des flux nets de financement négatifs* à hauteur de -465 K€ suite aux remboursements d'emprunts bancaires et intérêts intervenus sur la période (montant quasi stable par rapport à 2016) et aux rachats de ses propres actions effectués par la Société en 2017 pour un montant total de 333 K€.

Risque sur actions et autres placements

A ce jour, la politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 31 décembre 2017, des comptes à terme à rendement garanti sont investis à hauteur de 936 K€, ainsi qu'un compte courant rémunéré à hauteur de 1.200 K€. Ce dernier est, et sera, utilisé en cours de période pour rémunérer les excédents de trésorerie courante.

8.7 Capitaux propres

EnK	31-dec-17	31-dec-16	Variation
Capital social	303	303	0
Prime d'emission	8 502	8 502	0
Reserve legale	30	30	0
Resultats non distribues	3 027	5 840	-2 813
Titres auto detenus	-486	-153	-333
Total	11376	14522	-3146

La *capital social* de la societe mere StreamWIDE SA est compose de 3.029.968 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. 6 actions nouvelles ont ete creees sur la periode suite a l'exercice de 90 BSA.

La *prime d'emission* (8.502 K€) correspond principalement a l'excédent du prix d'emission sur la valeur nominale des actions attribuees aux beneficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€) et lors de l'augmentation de capital reservee en octobre 2013 (3.199 K€). La souscription de 2.325.000 BSA managers en juin 2015 a genere, quanta elle, une prime d'emission de 16 K€. Les augmentations de capital definitives ne seront constatees que lors de l'exercice de tout ou partie de ces BSA, ce qui a ete le cas en 2017 lors de l'exercice de 90 BSA, generant une prime d'emission supplementaire non significative de 83 €.

Les *reserves consolidees* correspondent aux resultats consolides cumules apres prise en compte des dividendes distribues anterieurement. En ajoutant la reserve legale (30 K€) aux resultats non distribues (3.027 K€), le montant obtenu (3.057 K€) correspond bien aux montants indiques dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "reserves et resultats consolides" (3.247 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (-188 K€) et "autres mouvements" (-2 K€).

Les montants en "*titres auto detenus*" correspondent a la valorisation au cours de transaction des actions de la societe detenus dans le cadre du contrat de liquidite, mis en place initialement aupres d'Arkeon Finance, en juillet 2009, conformement a la charte de deontologie de l'AFEI et souscrit, depuis novembre 2013, aupres de la societe Louis Capital Market.

Titres autodetenus

	31-déc-16	Acquisitions	Cessions	31-dec-17
En nombre d'actions	30 555	81122	-11190	100487
En montants (Euro)	153 496	399 879	-67 726	485 649

Au 31 decembre 2017, le contrat de liquidite est investi a hauteur de 10.391 actions de la societe contre 15.402 actions au 31 decembre 2016, et presente un solde de liquidite de 72 K€ (confer note 8.3 "Autres actifs financiers") contre 50 K€ au 31 decembre 2016. A noter egalement que la Societe a acquis 74.943 titres (contre 15.153 en 2016) dans le cadre de son programme de rachat d'actions en juin et juillet 2017.

Au cours de l'exercice 2017, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat et du programme de rachat s'est eleve à 6.179 actions (au cours moyen de 5,28 €) et le nombre d'actions cedees à 11.190 (au cours moyen de 5,24 € pour un prix de revient moyen de 6,05 €). La mains-value ainsi realisee (9 K€) est inscrite en reserves consolidees.

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K\$)	31-de c-17	31-dec-16	Variations
Emprunts bancaires et obligataires		1657	-1657
Total	0	1657	-1657
Passifs financiers courants (en K€)	31-dec-17	31-d.Sc-16	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	1674	148	1526
Total	1674	148	1526

Le 28 fevrier 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire aupres de la banque HSBC d'un montant de 900 K€, sur une duree de 5 ans au taux fixe annuel de 3,5%.

Le 31 juillet 2013, le Groupe a emis un emprunt obligataire entierement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une duree de 9 ans (avec differe de remboursement pendant 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%. Les frais d'emission ont ete imputes sur la valeur initiale de l'emprunt.

Le remboursement total de l'emprunt bancaire est intervenu fin fevrier 2017.

Le solde de l'emprunt obligataire est quant à lui de 1.665 K€ apres imputation des frais d'emission. Son remboursement trimestriel de 90 K€ est effectif depuis octobre 2017.

Cette dette financiere est assortie de ratios financiers qui se resument comme suit (confer note 9.2 Engagements hors bilan):

- fonds propres consolides > 40% du total bilan
- dettes non courantes (moyen - long terme) < 60% des fonds propres
- dettes non courantes (moyen - long terme) < 2 x la capacite d'autofinancement avant impots societe

Ces ratios sont calcules sur les donnees consolidees annuelles du Groupe. Au 31 decembre 2017, le ratio relatif à la capacite d'autofinancement n'est pas respecte, suite aux resultats de periode. Des echanges ont eu lieu avec le GIAC, ce dernier acceptant de ne pas activer la clause de remboursement immediat. En contrepartie, un montant de 675.000 € sera nanti au seul profit du GIAC à compter d'avril 2018 pour augmenter les garanties. Ce nantissement sera leve des que le ratio sera à nouveau respecte. Le nantissement etant mis en reuvre posterieurement au 31 decembre 2017, l'emprunt obligataire a ete reclasse en passifs financiers courants à la cloture de l'exercice.

Risque de taux

La dette financière du Groupe supporte un taux variable (taux annuel d'Euribor 3 mois + 3,05%).

En 2017, le taux Euribor 3 mois moyen ressort à -0,329% (moyenne des premiers taux Euribor 3 mois par mois). Les variations constatées ne sont pas importantes (plus bas -0,330% et plus haut -0,326%) et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliqué à l'emprunt obligataire générerait un impact de 17 K€ par an supplémentaire en charges financières.

8.9 Provisions

Provisions Non Ceuraaws (en K€)	31-dec-17	31-dec-16	Variations
Avantages du personnel	203	168	35
Total Provisions	203	168	35
Provisions Non Ceuraaws (en K€)	31-dec-17	31-dec-16	Variations
Litiges	6	6	0
Total Provisions	6	6	0

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2016	168	6
Dotations	35	
Utilisations		
Reprises sans objet		
AD 31 décembre 2017	203	6

Les provisions pour litiges concernent uniquement une créance fiscale de 6 K€ relative aux crédits d'impôts mécénat non récupérables. Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié.

Les droits au titre de ce regime sont definis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingenieurs-Conseils, Societes de Conseil (Syntec). Les principales hypotheses actuarielles retenues par le Groupe pour evaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

	<u>31-dec-17</u>	<u>31-dec-16</u>
Taux d'actualisation	1,45%	1,42%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 31 decembre 2017, les taux de turn over moyens utilises restent tres faibles (10,9% et 6,4% pour respectivement des ages de 30 et 40 ans, correspondant a la majorite des tranches d'age moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypotheses hautes a retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypotheses retenues concernent le type de depart en retraite (a l'initiative du salarie), l'age de depart a la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalite (INSEE 2017).

La variation de la provision pour indemnites de fin de carriere a verser est la suivante au titre des periodes presentees :

<u>EnK€</u>	<u>PIDR</u>
Au 31-decembre 2016	169
Couts des services rendus	19
Cout de l'actualisation	2
Gains et pertes actuariels	13
Au 31 decembre 2017	203

La variation de l'engagement au cours de l'exercice 2017 s'eleve donc a 34 K€. Cet impact est comptabilise dans le resultat operationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le cout de l'actualisation est conserve en resultat operationnel (et n'est donc pas isole dans les charges / produits financiers) car il est considere comme non significatif. Les gains et pertes actuariels sont egalement comptabilises directement en resultat.

Autres avantages du personnel

Aucun autre avantage du personnel n'existe au sein du Groupe au 31 decembre 2017.

8.10 Autres passifs courants et non courants

en K€	31-dec-17	31 dec-t6	Variations
Produits fiscaux differes non courants	1140	1149	-9
Produits fiscaux differes courants	570	575	-5
Passifs d'impots differes	-	81	-81
Fournisseurs et autres crediteurs	503	982	-479
Dettes sociales	513	475	38
Dettes fiscales	648	821	-173
Produits constatés d'avance	794	1650	-856
Total autres passifs	4168	5733	-1565

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres crediteurs est equivalente à leur valeur comptable compte tenu des echeances à court terme de ces dettes. Par ailleurs, la valeur des montants verses et encaisses en contrepartie des produits differes et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Les produits fiscaux differes correspondent aux Credits d'Impot Recherche consideres par le Groupe comme des produits differes, repris en resultat au meme rythme que les amortissements des frais de developpement actives. La regle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2009 est un amortissement lineaire sur 1, 3 ou 5 ans des differents logiciels, des leur mise en service. Les produits differes fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des Credits d'Impot Recherche (avec une reprise en resultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en resultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 decembre 2016, le solde de 1.724 K€ etait compose des elements suivants:

au titre de l'exercice 2014:	225 K€
au titre de l'exercice 2015 :	771 K€
au titre de l'exercice 2016:	728K€

Suite aux amortissements constatés en 2017, une reprise de CIR à hauteur de 649 K€ a ete enregistree (confer note 7.5 "Autres produits d'exploitation et autres charges operationnelles"). Cette reprise vient donc solder le CIR au titre de 2014 et diminue le solde au titre de 2015 de 424 K€.

Le montant global et cumule des Credits d'Impot Recherche differes au 31 decembre 2017 est de 1.710 K€ et se decompose donc comme suit:

au titre de l'exercice 2015 :	347 K€
au titre de l'exercice 2016:	728K€
au titre de l'exercice 2017:	635 K€

A noter que les credits d'impot au titre de 2014 ont ete entierement imputes ainsi qu'une partie de celui de 2015, dans la mesure ou les amortissements s'effectuent majoritairement sur des periodes de 3 ans.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du quatrième trimestre 2017, et ont été réglées en janvier 2018. Leur évolution est cohérente avec celle des effectifs du Groupe sur la période concernée.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA. Leur diminution (TVA collectée) s'explique essentiellement par celle des revenus et des encaissements de période. Par ailleurs, la composition, à la clôture 2016, des créances clients (notamment des factures à établir, dont une significative envers un client français), explique également le solde important constaté au 31 décembre 2016.

Les produits constatés d'avance proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes, ainsi qu'entre les commandes et les facturations de certaines maintenances annuelles impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. L'évolution constatée au 31 décembre 2017 provient de celle de revenus de période et du ralentissement de l'activité. Par ailleurs, une maintenance significative 2017 (non reconduite en 2018) avait été facturée fin 2016 aux USA, expliquant ainsi le solde significatif du poste à la clôture précédente.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016 est la suivante:

Decomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2016

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au cmlt amortt	Derivées
Dettes financières CT/LT	1 805	1 805		1 805	
Fournisseurs et autres créanciers	982	982		982	
Dettes fiscales et sociales	1 296	1 296		1 296	
Produits différés CT/MT	3 455	3 455		3 455	
Total	7 538	7 538		7 538	

Decomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2017

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au cmlt amortt	Derivées
Dettes financières CT/LT	1 665	1 665		1 665	
Fournisseurs et autres créanciers	503	503		503	
Dettes fiscales et sociales	1 161	1 161		1 161	
Produits différés CT/MT	2 504	2 504		2 504	
Total	5 833	5 833		5 833	

A noter que seules les dettes d'exploitation (fournisseurs et autres créditeurs), les dettes fiscales et les dettes sociales donnent lieu à des décaissements de trésorerie réels et certains. Les produits différés CT/MT (part du Crédit d'Impôt Recherche différée en résultat en parallèle de l'amortissement constaté sur les frais de développement) ne peuvent raisonnablement donner lieu à de quelconques décaissements.

Concernant les dettes financières (emprunt obligataire souscrit par le GIAC), le remboursement est de 90 K€ par trimestre à compter du quatrième trimestre 2017 et jusqu'au troisième trimestre 2022 inclus (confer note 8.8 - Passifs financiers courants et non courants).

Au 31 décembre 2017, le Groupe dispose d'une situation de trésorerie solide lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Jusqu'a present, le Groupe, specialise dans l'edition de logiciels, n'opere ses activites que dans un seul secteur : ii con oit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services a valeur ajoutes a destination des operateurs de telecommunications fixes et mobiles du monde entier. Meme si le Groupe se repositionne depuis quelques mois dans le secteur des applications et plateformes professionnelles, a destination des entreprises et des administrations (Team On The Run et Team On Mission), les revenus lies a cette activite sont encore non significatifs. A l'avenir, lorsque l'activite et les revenus lies a Team On The Run et a ses differentes declinaisons seront devenus significatifs, le Groupe presentera probablement 2 secteurs d'activite distincts, bien que les regles et la nature des revenus soient identiques. Differentes solutions applicatives et differents modes de commercialisation pourraient cependant coexister, elements qui justifieraient a terme une presentation sectorielle detaillee.

En consequence, en 2017, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activite. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant etre separees et analyses en dehors de la vente de logiciels, elles font partie integrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et realise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones geographiques, eu egard a son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et a son analyse des differents marches locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, differentes zones geographiques, plus fines et plus precises, peuvent etre retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les donnees relatives aux exercices 2017 et 2016 sont presentees ci-dessous.

<u>(enK€)</u>	<u>31-dec-17</u>	<u>31-dec-16</u>	<u>Variations</u>
CA France	2 019	3 352	-1333
CA Export	3 735	6 230	-2 495
dont Europe	1159	2834	-1675
dont Ameriques	1805	2632	-827
dont Afrique	375	338	37
dont Moyen Orient	44	187	-143
dont Russie	30	1	29
dont Asie - Pacifique	322	238	84
TOTALCA	5754	9582	-3 828

La repartition geographique des revenus est de 65/35 (Export/ France) au titre de l'exercice 2017, repartition identique a celle de 2016. Structurellement, le poids relatif des revenus export est toujours plus important car le Groupe adresse les operateurs du monde entier.

Le chiffre d'affaires "France" diminue de 1.333 K€ suite a une vente importante de licence intervenue fin 2016 envers un client fran ais et non recurrente en 2017.

Le chiffre d'affaires "Export" diminue quant à lui de 2.495 K€ sur la période. Cette variation s'explique par les principaux éléments suivants :

- (i) Diminution des revenus "Europe" (-1.675 K€) : en 2016, des revenus significatifs avaient été enregistrés envers un client européen, notamment en ce qui concerne du matériel informatique dédié. Ces ventes, non récurrents par nature, n'ont pas été compensées en 2017. Les autres clients européens ont quant à eux généré des revenus de maintenance quasi équivalents entre 2017 et 2016;
- (ii) Diminution des revenus "Amérique" (-827 K€) : le client historique très actif depuis 2014 (augmentation des bases abonnées générant des commandes régulières de licences) ne l'a plus été en 2017 suite à son rachat par un des principaux opérateurs telco américain. ;
- (iii) "Autres zones" (7 K€) : peu de variation significative constatée. Les flux de maintenance représentent en 2017 la grande majorité des revenus de ces zones.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

9.2 Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2017, le Groupe n'a résolu aucun engagement hors bilan.

Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable Euribor 3 mois + 3,05% (confer note 8.8 "Passifs financiers courants et non courants"), entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit du GIAC en garantie de ces emprunts, jusqu'au 31 juillet 2022. L'emprunt est également assorti de clauses et ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

fonds propres consolidés > 40% du total bilan
dettes moyen - long terme < 60% des fonds propres
dettes moyen - long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Le ratio relatif à la capacité d'autofinancement n'est pas respecté au 31 décembre 2017, suite au résultat de période. Cependant, aucun remboursement anticipé n'a été exigé par le GIAC, en contrepartie d'un nouveau nantissement à son profit d'un montant de 675.000 € qui sera effectif à partir d'avril 2018. Ce nouveau nantissement, qui renforcera donc les garanties, sera levé dès que le ratio sera à nouveau respecté. Les autres ratios sont tous respectés au 31 décembre 2017.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Beglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 31 décembre 2017 (détention cumulée de 63,76% du capital social et de 74,85 % des droits de vote).

Enfin, des cautions bancaires ont été émises en faveur de deux clients étrangers du Groupe (zone Afrique - Europe), dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Ces garanties sont limitées dans leurs montants et leurs durées de validité. Au 31 décembre 2017, le montant global d'engagement est de 23,4 K€ (22 K€ et 1,4 K€) contre 77 K€ fin 2016.

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets. En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, notamment à la société française, StreamWIDE France (management fees, locations et royalties). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants, uniquement mandataires sociaux, est indiquée dans la note ci-dessous.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux membres du conseil d'administration, pour leurs fonctions de mandataires sociaux, s'élevait à 351.387 € bruts au titre de l'exercice 2017. Cette rémunération a été versée à hauteur de 220.112 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 131.275 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2016, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 334.066 € (rémunération totale incluant les versements de la société française et de la société américaine).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun événement post-clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'arrêt des comptes consolidés annuels dus au 31 décembre 2017.

On peut cependant noter le remboursement de la créance CIR 2016 à hauteur de 728 K€ intervenu en mars 2018. Suite au remboursement de la créance 2015 (770 K€), intervenu quant à lui en novembre 2017, les remboursements anticipés demandés ont été effectués après le contrôle engagé par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche depuis début 2015. Début 2018, seule la créance CIR au titre de 2017 (635 K€) reste donc à récupérer, dès que son remboursement anticipé aura été demandé, conformément aux exercices antérieurs.